



KPMG SA
51 rue de Saint Cyr
69009 Lyon

Association LPO Auvergne- Rhône-Alpes

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025
Association LPO Auvergne-Rhône-Alpes
100 rue des Fougères - 69009 Lyon

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
51 rue de Saint Cyr
69009 Lyon

Association LPO Auvergne-Rhône-Alpes

100 rue des Fougères - 69009 Lyon

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de l'association LPO Auvergne-Rhône-Alpes,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association LPO Auvergne-Rhône-Alpes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n° 2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels au paragraphe « Changement de réglementation comptable ».



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte de résultat par origine et destination et du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public, sont décrites de manière appropriée dans la note « CROD / CER » de l'annexe, sont conformes aux dispositions du règlement ANC n° 2018-06 et ont été correctement appliquées.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lyon, le 28 mai 2026

KPMG SA

Philippe Gatta

Associé

- BILAN ACTIF -

LPO AUVERGNE RHONE-ALPES

du 01/01/2025 au 31/12/2025

	31/12/2025			31/12/2024
	Brut	Amort. et Prov.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Frais d'établissement				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	476 297	476 007	290	3 466
Autres immobilisations incorporelles	429 126	429 065	61	6 663
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	6 538		6 538	
Immobilisations corporelles				
Terrains	292 200	6 893	285 307	279 079
Constructions	1 129 318	802 718	326 600	381 392
Installations techniques, matériel et outillages industriels	1 003 944	847 286	156 659	175 870
Autres immobilisations corporelles	685 638	602 490	83 148	69 603
Immobilisations en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	16 996		16 996	16 996
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	4 040 056	3 164 459	875 597	933 069
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	22 911		22 911	25 352
Clients et comptes rattachés	2 214 957	150 076	2 064 881	2 599 978
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	4 485 702		4 485 702	3 835 700
Charges constatées d'avance	36 976		36 976	36 052
Valeurs Mobilières de Placement				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	1 336 917		1 336 917	1 135 213
TOTAL ACTIF CIRCULANT	8 097 463	150 076	7 947 387	7 632 295
Frais d'émissions d'emprunt				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif				
TOTAL ACTIF	12 137 519	3 314 535	8 822 984	8 565 363

*Modèle Association



- BILAN PASSIF -

LPO AUVERGNE RHONE-ALPES

du 01/01/2025 au 31/12/2025

	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	2 352 039	2 352 039
Total Fonds propres sans droit de reprise	2 352 039	2 352 039
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Total Fonds propres avec droit de reprise		
Ecarts de réévaluation		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves	129 450	129 450
Report à nouveau	1 108 780	1 105 997
Résultat de l'exercice (Excédent ou Déficits)	4 095	2 783
Situation Nette (sous-total)	3 594 363	3 590 268
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	213 047	135 164
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES	3 807 411	3 725 433
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	647 691	593 015
TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES	647 691	593 015
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	388 588	450 309
TOTAL PROVISIONS	388 588	450 309
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	204 245	166 324
Emprunts et dettes financières divers	182	290
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	45 530	45 985
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	340 944	262 421
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	902 574	927 235
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	85 045	33 761
Produits constatés d'avance	2 400 775	2 360 591
TOTAL DETTES	3 979 294	3 796 606
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Passif		
TOTAL PASSIF GENERAL	8 822 984	8 565 363

*Modèle Association



- COMPTE DE RESULTAT -

LPO AUVERGNE RHONE-ALPES

du 01/01/2025 au 31/12/2025

	31/12/2025	31/12/2024
Produits d'exploitation		
Cotisations	205 299	176 312
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	155 704	176 699
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations services	4 286 920	4 158 894
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 910 699	2 634 447
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public	517 809	832 568
Dont les dons manuels	310 650	370 669
Dont Mécénats	207 137	273 999
Dont Legs, donations et assurances-vie	22	187 899
Contributions financières	607 648	320 875
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	95 463	99 727
Produits de cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	350	
Utilisations des fonds dédiés	593 015	527 922
Autres produits	67 776	71 460
Total des produits d'exploitation (I)	9 440 682	8 998 904
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	79 595	67 053
Variation de stock (marchandises)	2 441	
Autres achats et charges externes	2 098 476	1 922 037
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	436 362	375 288
Salaires	4 262 602	4 128 268
Cotisations sociales	1 637 979	1 594 456
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	181 421	229 439
Dotations aux provisions	25 278	149 699
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Report en fonds dédiés	647 691	593 015
Autres charges	71 830	169 838
Total des charges d'exploitations (II)	9 443 676	9 229 094
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-2 994	-230 189

*Modèle Association



- COMPTE DE RESULTAT -

LPO AUVERGNE RHONE-ALPES

du 01/01/2025 au 31/12/2025

	31/12/2025	31/12/2024
Produits Financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	8 203	10 026
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de VMP et d'instrument de trésorerie		
Total des produits financiers (III)	8 203	10 026
Charges Financières		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	1 114	3 147
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières (IV)	1 114	3 147
RESULTAT FINANCIER (IV - III)	7 089	6 879
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	4 095	-223 310
Résultat Exceptionnels		
Produits Exceptionnels (V)		229 882
Charges Exceptionnelles (VI)		3 789
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		226 093
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	9 448 885	9 238 813
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	9 444 790	9 236 030
EXCEDENT OU DEFICIT	4 095	2 783
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	2 490	3 329
Prestations en nature	251 618	314 239
Bénévolat	4 278 303	3 910 975
TOTAL	4 532 411	4 228 543
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	2 490	3 329
Mise à disposition gratuite		
Prestations en nature	251 618	314 239
Personnel bénévole	4 278 303	3 910 975
TOTAL	4 532 411	4 228 543

*Modèle Association



LPO AUVERGNE RHONE-ALPES

Annexe des Comptes de l'exercice clos le 31/12/2025

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025, dont le total est de 8 822 984€ et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent comptable de 4 095€.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

L'exercice précédent clos au 31/12/2024 avait également une durée de 12 mois.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Informations et méthodes comptables :

Informations générales et faits significatifs de l'exercice :

Le bilan, le compte de résultat et l'annexe qui forment un tout indissociable sont établis à la clôture de l'exercice au vu des enregistrements comptables et de l'inventaire.

L'annexe complète et commente l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

L'annexe comporte toutes les informations d'importance significative destinées à compléter et à commenter celles données par le bilan et par le compte de résultat.

Une inscription dans l'annexe ne peut pas se substituer à une inscription dans le bilan et le compte de résultat.

Nous n'avons pas identifié de faits significatifs susceptibles d'être mentionnés dans l'annexe des comptes annuels.

Changement de réglementation comptable

Le règlement ANC n° 2022-06, homologué le 30 décembre 2023, modifie le plan comptable général et s'applique à compter du 1er janvier 2025. Notamment, il modifie la définition du résultat exceptionnel, et supprime la technique des transferts de charges et modifie les modèles d'états financiers. Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions de ce règlement. Sur les incidences du nouveau règlement sur les principaux postes de 2025 voir ci-après. Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ne sont pas retraités rétrospectivement des nouvelles règles.

Incidences du changement de méthodes comptables sur les principaux postes de l'exercice 2025.

Impacts de la nouvelle définition du résultat exceptionnel sur l'exercice 2025.

A compter du 1er janvier 2025, conformément à l'article 513-5 du PCG, le résultat exceptionnel comprend :

- Les produits et charges directement liés à un évènement majeur et inhabituel et qui n'auraient pas été constatés en l'absence de l'évènement ;
- Les écritures comptables d'origine exclusivement fiscale, telles que les amortissements dérogatoires ;
- Les changements de méthodes comptables comptabilisés en résultat, lorsque leur traitement en capitaux propres est exclu en raison de dispositions fiscales ;
- Les corrections d'erreurs, à l'exception de celles qui concernent des écritures initialement imputées directement sur les capitaux propres.

Ce changement entraîne le classement en résultat courant d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées par nature en résultat exceptionnel. Les principales incidences sont détaillées ci-après.

Quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat

Au 31 décembre 2025, les quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat, sont comptabilisées dans le résultat d'exploitation, au poste "Quote-part des subventions " pour 349 134,75 €. Au 31 décembre 2024 elles figurent en "Produits exceptionnels" pour 186 987,65 €

Information au titre des principes et méthodes comptables :

L'association a arrêté ses comptes et rédigé son annexe conformément aux dispositions du règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les règles ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les règles et méthodes comptables, et ou méthodes d'évaluation applicables aux différents postes du bilan et du compte de résultat sont décrites ci-après.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre :

L'association a pour objet associatif la protection des oiseaux et plus largement de la biodiversité.

L'ensemble des actions est mené par l'équipe salariée mais également des bénévoles engagés sur l'ensemble de la région Auvergne Rhône-Alpes.

L'association dispose de financements publics sous forme de subventions, de prestations (appels d'offres), mais également de financements privés dans le cadre de mécénat ou de prestations de services.

Informations sur les postes de l'actif du bilan :

État de l'actif immobilisé, amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé :

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévues.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

- État de l'actif Immobilisé :

Immobilisations	Valeur Brut début exercice	+ Réévaluation	+ Acquisitions	- Virements	- Cessions/rebuts	Valeur brute fin exercice
Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	905 422,36		-	-	-	905 422,36
Immobilisations incorporelles en cours			5 637.60			5 637.60
Avances et acomptes			900.00			900.00
Total Immobilisations Incorporelles (I)	905 422,36	-	6 537.60	-	-	911 959.96

Immobilisations	Valeur Brut début exercice	+ Réévaluation	+ Acquisitions	- Virements	- Cessions/rebuts	Valeur brute fin exercice
Terrain	283 900.03	-	8 300,00	-	-	292 200.03
Constructions	1 129 318.37	-	-	-	-	1 129 318.37
Installations techniques, matériels et outillages industriels	936 871.24	-	67 073.06	-	-	1 003 944.30
Installations générales, agencements, aménagements divers	102 899.67	-	2 884.58	-	-	105 784.25
Matériel de transport	121 617.07	-	-	-	11 462.77	110 154.30
Matériel de bureau et informatique, mobilier	429 615.11	-	39 627.04	-	-	469 242.15
Emballages récupérables et divers	457.35	-	-	-	-	457.35
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-	-	-
Total Immobilisations Corporelles (II)	3 004 678.84	-	117 884.68	-	11 462.77	3 111 100.75

Immobilisations	Valeur brute début exercice	+ Réévaluation	+ Acquisition	- Virements	- Cessions/Rebuts	Valeur brute fin exercice
Participations	-	-	-	-	-	-
Cautions et dépôts	16 995.53	-	-	-	-	16 995.53
Autres Titres Immobilisés	-	-	-	-	-	-
Prêts et autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	-
Total Immobilisations Financières (III)	16 995.53	-	-	-	-	16 995.53
TOTAL (I + II+III)	3 927 096.73	-	124 422.28	-	11 462.77	4 040 056.24

Les durées d'amortissement se décomposent de la manière suivante :

- Logiciels informatiques : de 1 à 3 ans,
- Brevets : 7 ans,
- Agencements, aménagements de terrains : de 6 à 20 ans,
- Constructions : de 10 à 40 ans,
- Agencements de constructions : 12 ans,
- Matériel et outillage industriels : 5 ans,
- Agencements, aménagements, installations : de 6 à 10 ans,
- Matériel de transport : 4 ans,
- Matériel de bureau et informatique : de 3 à 10 ans,
- Mobilier : de 5 à 10 ans.

- Amortissement de l'actif Immobilisé :

Amortissements de l'actif immobilisé	Valeur début exercice	+ Augmentations	- Diminutions	Valeur fin exercice
Frais établissement et développement (Total I)	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles (Total II)	895 293.63	9 777.97	-	905 071.60
Terrain	4 820.59	2 072.60	-	6 893.19
Constructions sur sol propre	30 729.92	4 040.00	-	34 769.92
Constructions sur sol d'autrui	169 119.60	400.50	-	169 520.10
Constructions inst. générales, agencts, amén. constr.	548 076.80	50 351.45	-	598 428.25
Instal. techniques, matériel et outillage industriels	761 001.43	86 284.23	-	847 285.66
Autres immo. corp.- Inst. générales, agencts, aménag. divers	85 438.76	4 641.22	-	90 079.98
Autres immo. corp.- Matériel de transport	96 362.31	-	4 644.92	91 717.39
Autres immo. corp. ,Matériel de bureau et informatique, mobilier	402 727.78	17 507.98	-	420 235.76
Autres immo. corp - Emballages récupérables et divers	457.35	-	-	457.35
Total Amortissement Immobilisations Corporelles (Total III)	2 098 734.54	165 297.98	4 644.92	2 259 387.60
TOTAL GENERAL	2 994 028.17	175 075.95	4 644.92	3 164 459.20

Stocks :

- Méthodes comptables adoptées pour évaluer les stocks, y compris les méthodes relatives aux dépréciations éventuelles :

Les stocks sont évalués suivant la méthode du dernier prix d'achat.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les travaux en cours sont valorisés au coût de revient comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais professionnels de vente, effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Stocks	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières	-	-	-
Produits finis	-	-	-
Marchandises	22 911	-	22 911
En-cours	-	-	-
TOTAUX	22 911	-	22 911

État des échéances des créances à la clôture de l'exercice :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Les produits à recevoir sont composés de :

- 692 608,53 euros en lien avec des produits d'exploitation,
- 4 395 856,49 euros en lien avec des Subventions / Financements,
- 48 748,88 euros en lien avec d'autres produits à recevoir.

Etat des créances	Montant Brut A 1 an au plus A plus d'un an		
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts	-	-	-
Autres immobilisations financières	-	-	-
Créances clients et comptes rattachés	1 522 348,44	1 522 348,44	
Autres	4 436 952,95	4 436 952,95	-
Charges constatées d'avance	36 976.31	36 976.31	-
TOTAUX	5 996 277,70	5 996 277,70	-
<i>Prêts accordés en cours d'exercice</i>	-		
<i>Remboursements obtenus en cours d'exercice</i>	-		

L'état des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif se décompose de la manière suivante :

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en cours	-	-	-	-
Comptes de tiers	158 539		8 463	150 076
Comptes financiers	-	-	-	-
TOTAL	158 539	-	8 463	150 076

Informations sur les postes du passif du bilan :

La présentation des fonds propres dans le bilan est normée dans le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Tableau de Variation des Fonds Propres :

Variation des fonds Propres	Début exercice	Affectation Résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	Fin Exercice
Fonds propres sans droit de reprise	2 352 039				2 352 039
Fonds propres avec droit de reprise	-				-
Écarts de réévaluation	-				-
Réserves	129 450				129 450
Report à nouveau	1 105 997	2 783			1 108 780
Excédent ou déficit de l'exercice	2 783	-2 783	4 095		4 095
Situation nette	3 590 269	-	4 095	-	3 594 364
Fonds propres consommables	-				-
Subventions d'investissement	135 164		427 018	349 135	213 047
Provisions réglementées	-				-
TOTAUX	3 725 433	-	431 113	349 135	3 807 411

Information sur les fonds dédiés :

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants :

- les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en "fonds dédiés",
- les reports en fonds dédiés,
- les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs,
- les transferts entre fonds dédiés,
- les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

Tableau de variation des fonds dédiés issue de Subventions:

	Ouverture	Report	Utilisations		Transfert	A la clôture	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation	593 015	647 691	593 015			647 691	
Contributions financières							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAUX	593 015	647 691	593 015	-	-	647 691	-

Informations sur les subventions d'investissement :

Les subventions d'investissements sont enregistrées dans les fonds propres au poste "subventions d'investissement sur biens non renouvelables" lors de la notification de la subvention.

En fin d'année, les subventions d'investissements sont constatées en compte 747 au rythme des amortissements liés aux immobilisations et études qu'elles financent totalement ou partiellement.

Informations sur les provisions pour risques et charges :

- Passifs et provisions :

Provisions :

Provisions	Solde ouverture	Augmentation (+)	Diminution (-)	Solde clôture
Réglementées	-	-	-	-
Pour Risques	-	-	-	-
Pour Charges	450 309	25 279	87 000	388 588
TOTAUX	450 309	25 279	87 000	388 588

Nature Provisions Pour Risques et Charges	Solde ouverture	Augmentation (+)	Diminution (-)	Solde clôture
Provision Pour Risque (1)	-	-	-	-
Provisions sur legs ou donations	-	-	-	-
Provisions pour pensions et obligations similaires	327 309	24 246	-	351 555
Provisions pour impôts	-	-	-	-
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices (2)	-	-	-	-
Autres provisions pour charges	123 000	1 033	87 000	37 033
TOTAUX	450 309	25 279	87 000	388 588

Pensions, Retraites et versements similaires :

La provision d'indemnité de départ à la retraite a été évaluée conformément au Règlement de l'ANC Numéro 2013-02. Le montant à la clôture s'élève à 351 555 euros.

Le taux d'actualisation retenu est de : 3.96%

Le taux d'augmentation annuel des salaires retenu est de : 1%

Les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté.

La quotité des droits cumulés en fin de carrière est basée sur la convention collective.

L'âge de départ est fixé à 65 ans à l'initiative du salarié.

Le taux de rotation du personnel est assez fort.

La table de mortalité : TV 88-90.

Le taux moyen des charges sociales : 40% Non cadres / 45% Cadres

État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice :

Évaluation des dettes : Les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

ETAT DES DETTES	Montant Brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-
Autres Emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à 1 an maximum à l'origine	108 000	108 000	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à plus de 1 an maximum à l'origine	96 177	47 896	48 281	-
Emprunts et dettes financières divers	182	182	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	284 779	284 779	-	-
Dettes fiscales et sociales	521 780	521 780	-	-
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	-	-	-	-
Autres Dettes	105 233	105 233	-	-
Produits constatés d'avance	2 400 775	2 400 775	-	-
TOTAUX	3 516 926	3 468 645	48 281	-
<i>Emprunts souscrits sur l'exercice</i>	108 000			
<i>Emprunts Remboursés sur l'exercice</i>	70 147			
<i>Emprunts et Dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture</i>	-			

Charges à payer par poste de bilan :

- Fournisseurs : 56 165 euros,
- Dettes fiscales & sociales : 380 794 euros,
- Autres dettes : 25 342 euros.

Informations sur les postes du compte de résultat :

Informations relatives aux produits :

- Prestations de services

Les produits relatifs aux prestations de services sont comptabilisés au cours de la période durant laquelle les services sont rendus.

- Concours publics et subventions

Les subventions publiques de fonctionnement sont enregistrées lors de la réception de la notification de la décision d'attribution. En fin d'exercice, une analyse est menée afin de déterminer :

- la part des subventions rattachables à l'exercice et non utilisée en totalité à porter en fonds dédiés ;
- la part des subventions pluriannuelles à comptabiliser en produits constatés d'avance.

- Mécénat

Il s'agit de fonds versés par des tiers rattachés à une action spécifique précise qui donnent lieu à la comptabilisation de fonds dédiés.

Les attributions de fonds sont enregistrées en produits constatés d'avance et reprises au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation. Seules, les sommes présentant un décalage temporel dans leur utilisation transitent par le compte "Fonds dédiés".

Au compte de résultat, les postes impactés sont les suivants :

- En charges, le poste « Reports en fonds dédiés » : sommes non utilisées à la clôture
- En produits, le poste « Utilisations des fonds dédiés » : reprise des sommes inscrites en fonds dédiés, au fur et à mesure de l'engagement des dépenses relatives aux projets.

- Contributions financières

Une contribution financière est un soutien facultatif octroyé par une entité de droit privé ; elle ne constitue pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens à ladite entité. On y trouve donc, les aides financières reçues d'autres associations (unions fédérations, par exemple, de fondations, de mécènes, de donateurs, etc.). Elles sont comptabilisées au moment de la signature de la convention.

- Dons

Les dons font l'objet d'un reçu fiscal au titre de l'exercice d'encaissement et sont enregistrés au moment de leur encaissement. Ils correspondent aussi à l'abandon des frais des bénévoles au profit de l'association, dont la contrepartie se retrouve en charges d'exploitation.

- Appel à la générosité du public

L'appel à la générosité est caractérisé par la sollicitation active (par téléphone, mailing, emailing, publicité ou autres) auprès d'un public, qu'il s'agisse de personnes physiques ou morales, qui n'est pas restreint à un cercle de personnes caractérisé par des liens existants, dans le but de collecter des fonds destinés à financer l'une des causes mentionnées à l'article 3 de la loi du 7 août 1991.

Dans le cas de LPO, le mécénat perçu est issu d'un appel restreint à des entreprises caractérisées par des liens préétablis.

Les autres ressources liées à la générosité du public (dons manuels) ne sont pas supérieures au seuil de 153 K€ sur 2025. Pour autant, par transparence financière, l'association a fait le choix d'établir un CROD et un CER et de les inclure dans son annexe des comptes annuels avec des notes explicatives, comme ci-après.

Informations relatives aux contributions volontaires en nature :

Les contributions volontaires présentant un caractère significatif font l'objet d'une information dans l'annexe portant sur leur nature et leur importance.

Elles correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de locaux et au mécénat de compétences.

Le bénévolat représente 355 932 heures valorisées au SMIC à 12.02 euros bruts chargés soit 4 278 303 euros. Les locaux mis à disposition sont valorisés à 35 295 euros.

Le mécénat de compétences représente 216 323 euros.

Des dons en nature ont été constatés pour 2 490 euros.

Précisions sur les opérations exceptionnelles :

	Exercice N	Exercice N-1
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	-	42 544
Produits sur Exercices Antérieurs	-	-
Produits sur Cessions d'actifs	-	350
Quote part de subventions virée au résultat	-	186 988
Autres produits exceptionnels	-	-
Reprises sur provisions	-	-
Transferts de charges exceptionnels	-	-
Total produits exceptionnels	-	229 882
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-	3 789
Charges sur exercices antérieurs	-	-
Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés	-	-
Autres Charges exceptionnelles	-	-
Dotations amortissements et provisions exceptionnelles	-	-
Total charges exceptionnelles	-	3 789
Résultat exceptionnel	-	- 226 093

Autres informations :

Informations relatives aux honoraires des commissaires aux comptes :

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 23 100 euros.

Informations sur les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature :

Les fonctions de mandataires sociaux sont assurées de manière bénévole par l'ensemble des administrateurs de l'association.

Effectif moyen employé pendant l'exercice par catégorie :

Catégorie	Effectif Moyen
Cadres	17
Non cadres	113
TOTAL	130

Informations spécifiques pour les entités faisant appel public à la générosité :

Principes du CROD-CER

La loi n° 91-772 du 7 août 1991 relative aux organismes faisant appel à la générosité publique a imposé, par ses articles 3 et 4, la présentation dans l'annexe des comptes annuels :

- Un compte de résultat par origine et destination (CROD), rajouté par l'article 432-2 du règlement ANC 2018-06, permettant de refléter le modèle économique de l'entité qui comporte une colonne destinée à alimenter le CER, y compris ce qui concerne les contributions volontaires en nature ;
- Un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER), conformément à la loi du 7 août 1991 reprise par l'article 432-17 ANC 2018-06 ; par reprise des données figurant dans le compte de résultat précédent en ajoutant les ressources disponibles liées à la générosité du public des exercices antérieurs et les ressources directement inscrites au passif minorées des investissements financés par les ressources de la générosité du public.

Elaboration du CROD

- Produits :

L'association a affecté les produits financiers générés par les actifs en produits non liés à la générosité du public.

Les produits liés à la générosité du public sont constitués des : dons manuels; legs, donations et assurances-vie, dont des plus ou moins-values relatives aux biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés. Dans le cas de LPO, le mécénat perçu est issu d'un appel restreint à des entreprises caractérisées par des liens préétablis et donc exclus des produits issus de la générosité du public.

Les produits non liés à la générosité du public sont ainsi constitués par la vente de biens (graines), des prestations de services, des cotisations sans contrepartie, du mécénat (voir ci-dessus), des contributions financières sans contrepartie, des produits financiers et exceptionnels.

- Charges

Les charges du CROD sont ventilées en six catégories.

- o Les missions sociales sont les actions réalisées en vue de répondre à l'objet social de l'association.

L'association a pour but, sur le territoire de la région Auvergne Rhône-Alpes, d'agir ou de favoriser les actions en faveur de la nature et de la biodiversité. Ses domaines d'intervention

de l'Association sont :

- ? La connaissance, l'expertise et la recherche,
- ? La protection, la conservation et la défense,
- ? La gestion et la reconquête,
- ? L'éducation et la valorisation.

L'Association contribue à l'observation, à la compréhension et au suivi de l'évolution de la nature et de la biodiversité en proposant toutes actions qui leur seraient favorable.

On considère que les dépenses de missions sociales sont celles qui disparaîtraient si les missions n'étaient plus assurées. On y retrouve donc les dépenses opérationnelles mais aussi principalement des frais de locaux, de personnel et de communication.

- o Les Frais de recherche de levée de fonds.

Les frais de levée de fonds correspondent au nombre estimé de jours homme consacrés par l'association à la recherche de dons, legs et mécènes mais également au traitement des conventions et des reçus fiscaux.

- o Les frais de fonctionnement. Les frais de fonctionnement sont indispensables à la bonne marche de l'association. Ils correspondent aux frais de locaux, de personnel et d'honoraires qui concourent à l'administration générale de la fondation.
- o Les dotations et provisions aux dépréciations
- o Les reports en fonds dédiés
- o Les Impôts sur les bénéfices

Méthodes d'établissement

La ventilation des charges de l'association entre les 3 types d'emplois se fait à l'aide de l'affectation des charges par nature à l'un des types d'emplois. Cette affectation est retraitée afin d'isoler les comptes auxquels sont rattachés des dépenses qui peuvent relever de plusieurs catégories à la fois, ces dépenses sont alors réparties par emploi selon l'estimation d'une répartition. A cet effet, on distingue plusieurs catégories de dépenses qui caractérisent notre activité :

- Les dépenses opérationnelles, notamment l'achat d'études et prestations ainsi que de petits équipements et matériel achetés auprès de tiers dans le cadre de la réalisation des missions. Les frais de déplacement et indemnités kilométriques concernent le personnel amené à se déplacer pendant l'année sur le terrain et sont également compris dans les autres charges externes imputées en totalité en mission.
- Les frais de personnel sont répartis entre les frais de mission, de levée de fonds et de fonctionnement selon les tâches effectuées par les salariés au prorata de leur salaire brut. Il s'agit à la fois de coûts directs lorsque le personnel est dédié au projet et de coûts indirects lorsque le personnel de la structure réalise des tâches administratives pour les projets ou actions.
- Les dépenses de locaux attribués au personnel travaillant sur les projets sont imputées en mission, ceux imputés à la structure sont imputés en frais de fonctionnement.
- Les frais de structure correspondent à des charges affectées à la structure et qui n'ont pas été dispatchées dans les postes de dépenses susmentionnées. Ces charges sont réparties au cas par cas.

Elaboration du CER

Le CER est constitué :

- De la colonne « Dont générosité du public » du CROD (en effet, le CER n'intègre pas l'ensemble des flux) ;
- Du suivi du stocks générosité du public d'ouverture et de clôture sous une nouvelle présentation ;
- De la présentation des contributions volontaires en nature liées à générosité du public ventilées en emplois selon les rubriques du CER ;
- De l'intégration d'un tableau de variation des fonds dédiés liés à la générosité du public ;
- D'une colonne « Exercice N-1 » pour l'ensemble des tableaux présentés.

Compte de résultat par origine et destination :

A. PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE	2025		2024	
	TOTAL	Dont Générosité du Public	TOTAL	Dont Générosité du Public
PRODUITS PAR DESTINATION				
1- PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1.1 Cotisations sans contrepartie	205 299		176 312	
1.2 Dons, legs et mécénat	517 809	113 306	832 567	398 033
-Dons manuels	310 650	113 284	370 669	210 134
-Legs, Donations et assurances-vie	22	22	187 899	187 899
-Mécénat	207 137		273 999	
1.3 Autres produits liés à la générosité du public				
2- PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie				
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	5 126 600		4 967 837	
3- SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	2 910 699		2 634 447	
4- REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	95 463		99 727	
5- UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	593 015	44 800	527 922	
TOTAL	9 448 885	158 106 9	238 812	398 033
CHARGES PAR DESTINATION				
1- MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France	7 242 063	143 751	7 010 237	324 486
-Actions réalisées par l'organisme	7 242 063	143 751	7 010 237	324 486
-Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
1.2 Réalisées à l'étranger				
-Actions réalisées par l'organisme				
-Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger				
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	6 993	6 993	4 602	4 602
2.2 Frais de recherche d'autres ressources				
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT	1 341 344	7 362	1 249 037	24 145
4- DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	206 699		379 139	
5- IMPOTS SUR LES BENEFICES				
6- REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	647 691		593 015	44 800
TOTAL	9 444 790	158 106 9	236 030	398 033
EXCEDENT OU DEFICIT	4 095		2 782	

B. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	2025		2024	
	TOTAL	Dont Générosité du Public	TOTAL	Dont Générosité du Public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
-Bénévolat	4 278 303	4 278 303	3 910 975	3 910 975
-Prestations en Nature	251 618	251 618	314 239	314 239
-Dons en Nature	2 490	2 490	3 329	3 329
2- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
3- CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
Prestations en Nature				
Dons en nature				
TOTAL	4 532 411	4 532 411	4 228 543	4 228 543
CHARGES PAR DESTINATION				
1- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
- Réalisées en France	4 273 966	4 273 966	3 907 687	3 907 687
- Réalisées à l'étranger				
2- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS				
3- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	258 445	258 445	320 856	320 856
TOTAL	4 532 411	4 532 411	4 228 543	4 228 543

Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public :

EMPLOIS PAR DESTINATION		2025	2024
<i>Emplois de L'exercice</i>			
1- Missions Sociales			
France	-Actions Réalisées par l'organisme	143 751	324 486
	-Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France		
Etranger	-Actions Réalisées par l'organisme		
	-Versements à un organisme central ou organismes agissant en France		
2- Frais de Recherche de Fonds		6 993	4 602
3- Frais de Fonctionnement		7 362	24 145
TOTAL DES EMPLOIS		158 106	353 233
4- Dotations aux Provisions et Dépréciations			
5- Reports en fonds Dédiés de l'exercice			44 800
Excédent de la générosité du public de l'exercice			
TOTAL		158 106	398 033

RESSOURCES PAR ORIGINE	2025	2024
Ressources de L'exercice		
1- Ressources Liées à la générosité du Public		
1.1 Cotisations Sans Contreparties		
1.2 Dons, Legs et Mécénats	113 306	398 033
-Dons Manuels	113 284	210 134
-Legs, Donations et assurances-vie	22	187 899
-Mécénats		
1.3 Autres Ressources liées à la générosité du public		
TOTAL DES RESSOURCES	113 306	398 033
2- Reprises sur Provisions et dépréciations		
3- Utilisation des fonds dédiés antérieurs	44 800	
Déficit de la générosité du Public de l'exercice		
TOTAL	158 106	398 033
Ressources reportées liées à la générosité du public en début d'exercice (hors fonds dédiés)		
(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public		
(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
Ressources reportées liées à la générosité du public en fin d'exercice (hors fonds dédiés)		